
Turquie: pour une coopération dans les Balkans

Oral Sander

Avec son petit bout de Thrace orientale, la Turquie est aujourd'hui le pays le moins balkanique de la péninsule. Mais par son histoire et les traces qu'elle y a laissé, cette Turquie moderne pèse considérablement dans la région. Forte de son poids démographique, économique et géostratégique, elle peut se permettre d'être le seul pays à avoir une vision d'avenir. Alors que ses voisins retrouvent leurs histoires tourmentées, la Turquie forte aussi de son aggiornamento de 1923, a dépassé les clivages du passé. Sa vision de la crise balkanique est donc la plus sereine et la plus optimiste. Son rôle de puissance régionale réaffirmé avec la guerre du Golfe place sa perception des Balkans à travers le prisme de la coopération économique dans la zone de la mer Noire, zone dont elle serait l'élément prépondérant. Mais cette prépondérance est, elle, perçue par ses voisins — à tort ou à raison — comme une sorte de néo-ottomanisme.

Dans la période actuelle caractérisée par une profonde instabilité, la coopération entre les pays des Balkans semble être la seule option capable — à long terme — de créer un système de sécurité fiable, d'empêcher la crise yougoslave de s'étendre et d'amorcer un développement économique susceptible de calmer quelque peu les passions nationalistes. C'est pourquoi, la coopération régionale, pour la paix et l'équilibre dans les Balkans et dans le pourtour de la mer Noire, devrait être étudiée de très près par l'ensemble des pays européens. Dans cette perspective la Turquie, en raison de sa position charnière, devrait assumer un rôle clé dans la construction d'une telle coopération.

Les raisons des échecs passés

Jusqu'à maintenant, les multiples tentatives en ce sens ont échoué. D'abord parce que les Balkans ont toujours constitué un terrain de confrontation dans les conflits d'intérêts entre les principales puissances européennes, notamment au lendemain du retrait de l'Empire ottoman où, par exemple, les ambitions régionales de l'Autriche-Hongrie ont été contrées par la Russie qui a toujours eu, là-bas, une forte influence politique. Ensuite, parce que les Etats balkaniques ont été incapables de créer entre eux un véritable climat de confiance. Les différends d'ordre religieux, ethniques et historiques qui les opposaient les ont même conduits à de multiples conflits territoriaux et finalement à une fragmentation de la péninsule. Enfin, l'absence de toute participation populaire sur le plan politique a fait que ces pays ont connu des régimes autoritaires et parfois même fascistes qui ont avivé la ferveur nationaliste de leurs peuples en poursuivant des politiques d'expansion territoriale au détriment de leurs voisins, souvent avec l'appui de puissances extérieures.

Le mélange de tous ces facteurs a fait que les Balkans sont devenus le baril de poudre de l'Europe et ont été marginalisés sur le plan politique et économique par rapport au reste du continent.

Cette situation a très peu changé avec la mise en place des deux blocs immédiatement après la Seconde guerre mondiale car les intérêts stratégiques des deux super-puissances de l'époque trouvaient dans les Balkans un terrain d'affrontement majeur. Par la suite, la guerre froide a apporté une forme de stabilité en figeant les choses dans la nouvelle structure bipolaire caractéristique de cette période.

La fin de l'affrontement Est-Ouest a engendré de nouveaux déséquilibres et réactivé de vieilles inimitiés historiques comme on le constate avec les multiples convulsions des Balkans et de l'ex-Union Soviétique. A l'heure actuelle, nous assistons à deux processus simultanés aux effets contradictoires: l'un aurait plutôt tendance à favoriser la coopération régionale, l'autre à l'empêcher.

Le premier est lié d'abord au fait que les Etats des Balkans se sont affranchis des systèmes d'alliances conflictuels et des régimes communistes. Il est donc désormais envisageable de concevoir une coopération multilatérale et d'imaginer de nouvelles formes d'échanges internationaux d'autant plus que les mises en œuvre de politiques économiques libérales dans ces pays ne peuvent que les rapprocher de l'Europe de l'Ouest. A cela, il faut évidemment ajouter les expériences de démocratisation politique qui, là où elles réussissent, peuvent fortement contribuer à rompre l'isolement dans lequel ces pays furent si longtemps

plongés. Tous ces éléments peuvent contribuer efficacement au développement de la coopération régionale et au resserrement des liens avec la Communauté européenne.

En revanche, le second processus conduit à l'instabilité et au morcellement. Il est essentiellement lié à l'affirmation des nationalismes sur une base religieuse et ethnique qui, ici comme ailleurs, sont générateurs de violentes tensions, voire de conflits armés. Comme l'écrit Stephen Larrabee: "Le nationalisme a toujours été une puissante force dans les Balkans mais l'effondrement des régimes communistes lui a donné de nouvelles potentialités: il est venu remplir le vide politique et idéologique laissé par cette disparition du communisme".¹ Quant à Harvey Feldman, il n'hésite pas à comparer les conséquences de la guerre froide dans les Balkans à un congélateur qui aurait figé les attitudes en ajoutant qu'aujourd'hui "les portes de ce congélateur ont été brusquement enlevées laissant ainsi resurgir intactes les situations d'avant 1945 avec souvent leurs aspects révoltants".²

Le plus préoccupant dans cette configuration est que les nationalismes de l'Europe de l'Est paraissent davantage constitués de sentiments d'animosité à l'égard des "étrangers" plutôt que d'un ensemble de valeurs partagées. Cette forme de nationalisme suscite la crainte, la suspicion et la haine entre les peuples des Balkans et le principe "une nation - un Etat" conduit au risque majeur d'une remise en cause des frontières actuelles comme si une machine à remonter le temps avait ramené toute la région aux années vingt.

Sans négliger les implications destructrices d'un tel phénomène, il n'est pas absurde de tenter de l'appréhender aussi d'un point de vue historique. Dans cette perspective, l'histoire de l'Europe de l'Ouest a montré que l'expression des nationalismes fut un lent processus de construction identitaire permettant progressivement à des communautés politiques de se dépasser de manière féconde au point de comprendre l'importance fondamentale des références culturelles communes à différentes nations. Comme l'a noté Andrew Mango: "C'est précisément parce que l'Europe occidentale a connu cette longue expérience de constructions nationales et les effets ravageurs des crispations nationalistes que la nécessité d'une communauté européenne s'est affirmée".³ Le problème des peuples des Balkans est que la libre expression de leur identité et sa réalisation dans un Etat-Nation leur a été, jusqu'à une époque toute récente, refusées. Tout se passe aujourd'hui comme s'ils reprenaient maintenant une quête de leur accomplissement national là où il fut interrompu il y a quelques dizaines d'années.

La dimension religieuse de l'expression nationaliste semble aujourd'hui être aussi un facteur particulièrement puissant de déstabilisation et de clivages au point qu'un certain nombre

d'observateurs estiment qu'il se produit lentement mais sûrement une fracture du continent européen à partir des lignes de front historiques ayant séparé Rome de Byzance et l'Autriche-Hongrie de l'Empire ottoman. Cette hypothèse envisage la constitution de deux ensembles antagonistes: l'un formé de la Turquie, de la Bosnie, de la Macédoine et de l'Albanie où l'Islam prédomine, tandis que l'autre, à dominante chrétienne, serait constitué de la Grèce, de la Serbie, de la Roumanie et de la Bulgarie. Quelques hommes politiques vont même encore un peu plus loin en évoquant "une menace musulmane" contre "la présence chrétienne dominante dans les Balkans". Ainsi, le leader serbe de Bosnie, Radovan Karadzic, a-t-il déclaré: "Les musulmans deviennent de plus en plus fondamentalistes et même une petite entité politique musulmane pourrait être gênante pour l'Europe. L'islamisme est en train de progresser vers l'ouest par les Balkans via la Turquie, le Kosovo et la Macédoine... Si l'occident décide de reconnaître l'indépendance de la Macédoine, il y aura, à nouveau, une guerre. C'est pourquoi la Communauté européenne peut remercier la Grèce de s'être opposée à la reconnaissance de la Macédoine... Si les musulmans se soulèvent au Kosovo, ils seront écrasés en dix jours... Les Balkans ne sont pas les Etats-Unis ou la Suisse, mais un espace où les peuples ne sont jamais mélangés en dépit des multiples dominations étrangères des Ottomans, des Austro-hongrois, des nazis ou des communistes de Tito. On a donc tort de parler de conflits ethniques là où il y a d'abord un problème culturel et religieux".

Ce point de vue, partagé par beaucoup, est pourtant dangereux pour quatre raisons: 1) analyser la situation à travers le prisme d'une confrontation entre les chrétiens et les musulmans ne fait qu'exacerber l'instabilité dans les Balkans. 2) Situer la Turquie parmi les pays islamistes est un contresens négligeant complètement le caractère séculier de ce pays qui n'a jamais conçu sa politique étrangère en fonction de critères religieux. 3) Qualifier les musulmans des Balkans d'islamistes est une autre erreur. Loin de rallier ces mouvances radicales, les musulmans ont seulement cherché à affirmer leur identité religieuse face à la croisade pour l'épuration ethnique en Bosnie et aux volontés d'expansions territoriales exprimées ailleurs au nom du principe "une nation-un Etat". Roger Cohen a raison d'écrire: "Avec leur volonté d'épuration ethnique, les miliciens serbes conduits par Radovan Karadzic ont largement contribué à créer ce renforcement de l'identité religieuse en séparant des communautés qui vivaient pourtant depuis longtemps côte à côte. 4) Quant au désir d'indépendance des musulmans bosniaques, il ne s'est jamais appuyé sur des considérations religieuses, ni même sur la volonté de posséder leur propre Etat. Simplement après la reconnaissance internationale de la Slovénie et de la Croatie, la Bosnie-Herzégovine n'avait plus d'autres choix que de proclamer à son tour son indépendance.

Face à ces deux processus contradictoires (l'un favorisant la coopération régionale, l'autre l'empêchant), l'Europe de l'Ouest a un rôle déterminant à assumer en pesant de tout son poids pour soutenir le premier et réduire le second. Pour ce faire, elle doit inclure les Balkans et la mer Noire dans un nouveau concept géopolitique appréhendant l'Europe comme un ensemble formé de l'actuelle communauté et de ses régions de l'Est, aujourd'hui encore considérées comme tout à fait périphériques.

Il y a seulement cinq ans, les perspectives de paix et de coopération dans les Balkans paraissaient pleines de promesses. Pour la première fois dans l'histoire, les ministres des Affaires étrangères de tous les pays de la région se sont réunis à Belgrade (le 26 février 1988) et ont publié une déclaration soulignant la nécessité "de renforcer la coopération multilatérale globale dans les Balkans dans un esprit de respect mutuel". Cette rencontre exceptionnelle fut considérée par les participants comme une contribution significative "à l'apaisement des tensions et à la construction d'un climat amical dans les Balkans pour servir la paix et la sécurité dans la région, en Europe et dans le Monde". Il fut aussi affirmé que "les minorités nationales vivant dans les Balkans devaient être, dans les territoires où elles se trouvent, un facteur de cohésion, de stabilité, de relations amicales et de coopération". Les mêmes orientations — optimistes — se sont retrouvées dans les conférences suivantes en 1989 à Sofia et en 1990 à Tirana jusqu'à ce que la crise yougoslave vienne bouleverser ces projets ambitieux.

Ce conflit et les risques d'extension qu'il recèle ne doivent pas cependant nous amener à sous estimer le sens et la portée de la nouvelle configuration historique consécutive à la fin de la guerre froide à condition de se situer dans une vision d'avenir. Les précédentes tentatives de coopération dans les Balkans ont échoué parce qu'elles étaient conçues dans des perspectives réduites à des préoccupations militaires, comme, par exemple, l'Entente balkanique de 1934. Par la suite, tous les regroupements qui ont pu s'effectuer n'étaient que le prolongement de stratégies de puissances extérieures à la région et non pas le résultat d'une volonté de coopération régionale.

Pour réussir, la coopération régionale multiraciale dans les Balkans devra s'inspirer de deux principes majeurs :

1) elle devra inclure tous les Etats sans tenir compte de la nature des relations qui pourraient exister parmi certains d'entre eux. Et il faut souligner ici que jusqu'à maintenant toutes les tentations de coopération ont exclu tel ou tel Etat.

2) Elle ne devra pas être dirigée contre telle ou telle puissance, sinon le risque est évident de voir se créer des systèmes d'alliance antagonistes qui ne pourraient, une fois encore, qu'accentuer le morcellement des Balkans. La proposition, avancée à la conférence de Londres d'août 1992 par Slobodan Milosevic, d'une confédération balkanique

regroupant la Serbie, la Macédoine, le Monténégro, la Roumanie, et la Grèce est précisément le type d'organisation qu'il faut, à tout prix, éviter si on souhaite la paix et la stabilité dans les Balkans.

Dans ces conditions, une telle coopération devra être entièrement consacrée au dialogue politique, ainsi qu'aux échanges économiques, et culturels dans l'espace le plus vaste possible englobant les riverains de la mer Noire, voire ceux de la Méditerranée orientale. Une telle perspective n'est pas irréaliste si l'on veut bien se rappeler les conférences de Belgrade, de Sofia et de Tirana qui ont été l'expression politique de ces aspirations partagées même si, pour le moment, rien de concret n'en est sorti.

Il va sans dire que l'aggravation de la crise yougoslave a bloqué toute tentative de ce genre. Mais, paradoxalement, cette crise a aussi démontré la nécessité et même l'urgence de la création d'une instance régionale capable de traiter de ce problème ou de tout autre qui pourrait se poser dans les années à venir. S'il avait existé une quelconque forme de "conseil des Balkans" avant le déclenchement de ce conflit, peut-être aurait-il pu empêcher qu'il n'atteigne cette tragique intensité. Dans le cadre d'une telle structure, les voix de toutes les parties auraient pu se faire entendre sans être déformées par des influences extérieures qui ont toujours nui aux tentatives d'entente régionale.

La Turquie, les Balkans et la mer Noire

Une initiative récente qui pourrait ouvrir de nouveaux horizons à la paix et à la stabilité dans les Balkans est la coopération économique en mer Noire mise sur pied en 1992. Compte-tenu de la situation géopolitique de la région concernée, cette structure pourrait utilement s'étendre au Caucase et aux Balkans, étant entendu qu'elle n'a pas été conçue comme une alternative à la Communauté européenne. Au contraire, elle peut en être complémentaire dans une perspective globale d'intégration européenne.

Ce projet de coopération économique a été critiqué en raison du fait que les pays concernés souffrent de nombreux handicaps sur les plans financier, économique et technologique. S'il est vrai que dans tous ces domaines, ils ont encore beaucoup de chemin à faire, c'est tout de même la première fois depuis des décennies qu'une telle initiative est possible puisque les obstacles politiques infranchissables que la guerre froide avait mise en place ont disparu.

De surcroît il existe d'évidentes complémentarités économiques entre la Turquie d'un côté et les anciennes républiques soviétiques et les pays des Balkans de l'autre. Ainsi la Russie possède du gaz, du pétrole et les moyens de construire de vastes unités industrielles en Turquie, tandis

qu'Ankara est en mesure de vendre de multiples sortes de biens de consommation, sans compter les vastes possibilités offertes par son infrastructure touristique.

En réalité les pays qui ont décidé de s'associer autour de la mer Noire sont potentiellement riches. Leur problème présent est lié surtout à la désorganisation actuelle de leur économie qui n'a jamais été en mesure d'exploiter au mieux toutes les ressources disponibles. Comme ces Etats vont former un marché d'au moins 200 millions d'habitants, il est raisonnable de penser que les capitaux nécessaires y afflueront. Et dans cet ensemble, la Turquie pourra jouer un rôle essentiel.

Sur le fond le projet de coopération en mer Noire tend à long terme à organiser une libre circulation des capitaux, des services, des marchandises et du travail. Ses objectifs économiques sont de revitaliser le littoral et les régions de la mer Noire qui ont été trop longtemps marginalisées en s'appuyant notamment sur l'expérience que la Turquie a acquise en matière d'économie libérale. Sur le plan politique il s'agit de tirer le meilleur profil de la nouvelle configuration mondiale en renforçant les liens politiques des pays concernés dans une perspective d'intégration européenne. Le sommet de juin 1992 ayant en effet clairement marqué la volonté des participants de s'insérer pleinement dans le processus global de construction d'une Europe intégrée.

A partir de 1988, les Balkans se sont engagés sérieusement sur la voie d'une coopération multilatérale. La chute du communisme à l'est aurait dû accélérer ce processus. Mais l'implosion de la Yougoslavie, élément important de cette coopération, a détruit ce bel équilibre. Pourtant, comme le montre la volonté des Etats signataires de la Charte de coopération économique de la mer Noire, la seule solution réside dans un retour à l'esprit de la conférence inter-balkanique de Belgrade en février 1988. (*Traduit de l'anglais par J.P. Chagnollaud*).

Oral Sander est professeur d'histoire politique à l'Université d'Ankara.

Notes:

- 1 Stephen F. Larrabee: "Long memories and short fuses: change and instability in the Balkans", in *International Security*, hiver 1990-1991.
"Instability and change in the Balkans", in *Survival*, Vol. 34, N° 2, été 1992.
- 2 Harvey J. Feldman: "The Balkan dimensions of the yougoslav crisis", *Mediterranean Quarterly*, été 1992.
- 3 Andrew Mango: "Turkey's vocation", *Turkey's palce in Europe* Ed. Erol Manisali, MEBBM Pub., Istanbul, 1988.